

Brochure n° 3369

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2132. – RÉGIES DE QUARTIER**  
**ET COMITÉ NATIONAL DE LIAISON DE RÉGIES DE QUARTIER**

---

AVENANT N° 2 DU 16 MARS 2011  
À L'ACCORD DU 15 SEPTEMBRE 2004 RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1151065M  
IDCC : 2132

Entre :

Le SNPERQ,

D'une part, et

La CFTC ;

La FNCB CFDT ;

La FNAS CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Contrat de professionnalisation*

Les dispositions de l'article 2.*b* de l'avenant n° 1 de l'accord du 22 février 2006 relatif au financement des contrats de professionnalisation sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les parties signataires du présent avenant confient à la CPNEF le soin de fixer le forfait horaire de prise en charge par l'OPCA des coûts liés à la mise en œuvre des contrats de professionnalisation. »

**Article 2**

*Périodes de professionnalisation*

Les dispositions de l'article 3.*c* de l'avenant n° 1 de l'accord du 22 février 2006 relatif au financement des périodes de professionnalisation sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les parties signataires du présent avenant confient à la CPNEF le soin de fixer le forfait horaire de prise en charge par l'OPCA des coûts liés à la mise en œuvre des périodes de professionnalisation. »

### **Article 3**

#### *Droit individuel à la formation*

Les dispositions de l'article 4.c de l'avenant n° 1 de l'accord du 22 février 2006 relatif au financement des actions prioritaires de branche au titre du droit individuel à la formation sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les parties signataires du présent avenant confient à la CPNEF le soin de fixer les règles de prise en charge par l'OPCA des coûts liés à la mise en œuvre du droit individuel à la formation. »

### **Article 4**

#### *Date d'effet*

Les dispositions du présent avenant s'appliqueront à compter du 16 mars 2011.

Le présent avenant fait l'objet d'un dépôt dans les conditions définies par le code du travail.

Fait à Paris, le 16 mars 2011.

(Suivent les signatures.)